

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
89, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. —

Déplorables incohérences

Les beaux discours prononcés à la séance d'ouverture de la Conférence de la Paix n'ont pas effacé l'impression pénible produite par la décision des cinq grandes puissances de ne pas accorder au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le droit de se faire représenter à la Conférence. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'étant pas formellement reconnu, cette décision pourrait, à la rigueur, être défendue par des subtilités d'ordre juridique. Mais le Droit, pour rester ce qu'il est de par sa nature — l'ensemble des normes résultant de l'idée du juste et de l'utile, et réglant la vie réelle des individus et des nations — ne doit pas s'écarter du terrain des réalités. Or, c'est un fait incontesté et incontestable que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes existe. Tous les éléments constitutifs d'un Etat sont présents : les territoires, les sujets et le pouvoir organisé, et l'on ne peut pas supposer que ceux qui ont voté la décision en question n'en eussent pas connaissance. Les motifs de leur décision sont donc d'ordre politique. Un intérêt politique quelconque aurait prévalu sur tous les arguments de droit et d'équité. Nous ne savons pas quel est cet intérêt et nous ne pouvons que déplorer que le premier acte de la Conférence ait été défavorable à notre peuple. Nous devons le constater d'autant plus que c'est, là, la seconde déception que nous avons éprouvée depuis l'écroulement de l'Autriche-Hongrie.

Tout le monde se rappelle, en effet, la déclaration du gouvernement italien reconnaissant les aspirations sudslaves à l'union nationale. C'était au mois d'octobre de l'année passée. On se souvient également de la réponse du président Wilson à la dernière note autrichienne, réponse où il était dit que l'Amérique laisse aux peuples de la Monarchie le soin de régler eux-mêmes leurs rapports avec l'empire austro-hongrois. Or, qu'est-il arrivé depuis lors ? Au moment où l'armée austro-hongroise se débandait, les Alliés conclurent un armistice qui tenait compte uniquement de la Monarchie des Habsbourg et dont les clauses étaient rédigées en corrélation avec le traité de Londres. Les puissances qui déclaraient sympathiser avec le mouvement national sudslave et se montraient prêtes à l'appuyer de toutes leurs forces, oublièrent de mettre en pratique ces promesses lorsque l'occasion se présenta. On connaît les conséquences de cette politique incohérente : une occupation brutale des régions purement slaves par les troupes italiennes, un réveil dangereux de l'impérialisme italien et une excitation extrême parmi les populations slaves.

Une autre inconséquence caractérise l'attitude des Alliés dans la question de notre union nationale. Lorsque le Royaume de Serbie demanda, bien avant l'écroulement de l'Autriche, que la Serbie et tout le peuple serbe, croate et slovène avec elle, soient reconnus comme alliés et qu'on reconnaisse au gouvernement de Serbie le droit de représenter aussi, au point de vue international, les autres parties irrédimées de notre nation, les Alliés ne donnèrent pas suite à cette demande. Aujourd'hui que la Serbie a réalisé son programme national et s'est transformé en Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Alliés, en vrais retardataires, admettent que la Serbie représente toute la nation sudslave. La demande du gouvernement serbe était alors légitime, parce qu'il n'y avait, en effet que la Serbie qui pût représenter au dehors cette partie de la nation qui était sous l'esclavage austro-magyar. Aujourd'hui, les représentants autorisés de ce peuple délivré se sont associés à la Serbie, ils font effectivement cause commune avec elle ; il est donc juste de les reconnaître et de les accepter à la Conférence.

Les arguments de ceux qui entravent la réa-

lisation de notre unité nationale n'ont pu aller jusqu'à forcer la Serbie à reculer et à se séparer même momentanément de ses frères de race. C'est pourquoi on a eu recours à une fiction. La conférence considère les délégués du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comme délégués de la Serbie. Eux se considèrent comme des délégués de toute la nation. Il paraît qu'on a dû trouver cet expédient pour couvrir quelque temps encore le mystère. Celui-ci sera bientôt éclairci, espérons-le !

L. M.

Les déclarations du Dr Otto Bauer

Après Lichnowsky et Lerchenfeld, ministres de Bavière à Berlin, c'est M. Otto Bauer, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'Autriche allemande, qui vient de faire d'intéressantes déclarations. Elles prouvent une fois de plus que l'attentat de Sarajévo ne servit que de prétexte aux Germano-Magyars pour mettre en œuvre leur conspiration contre la paix mondiale.

La *Nouvelle Presse libre*, du 15 janvier, donne un compte rendu de la séance du 14 courant, où le Dr Bauer prit la parole :

« Le parti social-démocrate, dit la *Presse*, a convoqué aujourd'hui pour une première séance les cercles électoraux des I^{er}, III^{es} et V^{es} arrondissements, dans laquelle le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le Dr Otto Bauer, a parlé devant un auditoire qui remplissait complètement la salle Dreher. Trois comtes, dit l'orateur, Berchtold, Stürgkh et Tisza, et un général, Konrad von Hoetzendorf, ont travaillé, au mois de juin 1914, en pleine paix, à la rédaction d'un mémoire qui avait pour but de convaincre les empereurs François-Joseph et Guillaume de la nécessité de déclarer la guerre à la Serbie, vu les tendances séparatistes des Slaves du Sud. Ce mémoire n'est jamais parvenu aux destinataires. Peu après survint, en effet, l'attentat de Sarajévo qui rendit toute tentative de persuasion superflue, et il fut suivi de l'ultimatum adressé à la Serbie. Six versions différentes de l'ultimatum qu'on devait adresser à la Serbie furent repoussées. On s'en tint à une septième qui fut rédigée en des termes tels qu'on ne pouvait que présumer que la Serbie la jugerait inacceptable. »

De même que la Belgique fut la victime des manœuvres militaires des Allemands qui devaient aboutir à l'écrasement de la France et du monde entier, la Serbie fut la victime de leurs manœuvres diplomatiques qui devaient aboutir à la guerre qu'ils avaient tant désirée. Nous nous réjouissons de ce que la vérité sur l'origine de la guerre soit révélée aujourd'hui d'une façon aussi éclatante, mais nous, avec nos frères d'armes et de douleurs, les Belges, nous ne serons point étonnés que lorsque les principaux coupables avec leurs complices dans l'œuvre de destruction, seront punis non seulement pour avoir provoqué la guerre, mais aussi pour avoir fait inutilement des victimes, de la Belgique et de la Serbie. Avant d'aborder les questions d'ordre politique, la Conférence devrait d'abord se conformer aux exigences de la justice en poursuivant tous les coupables de cette guerre : ceux qui l'ont provoqué ou qui l'ont faite contrairement aux règles les plus élémentaires d'humanité.

M. T.

À l'Institut de France

M. le comte Louis de Voynitch, auteur de nombreux ouvrages très appréciés sur la question yougoslave, vient d'obtenir le premier prix de « Drouyn de Lhuys » à l'Institut de France (Sciences morales et politiques) pour son ouvrage « La Monarchie française dans l'Adriatique ».

Autour du problème italo-sudslave

Depuis quelque temps, la question de la délimitation des frontières italo-yougoslaves est devenue l'objet de nombreuses discussions non seulement dans la presse italienne mais encore dans toute la presse alliée. Peu à peu, on arrive à poser le problème d'une façon plus objective et l'on peut constater aussi que quelques organes italiens, notamment le « Corriere della Sera », ont pris un ton plus franc et d'une manière plus ouverte. Nous tenons à enregistrer quelques propositions concrètes sur la façon dont on pourrait tracer la frontière future entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ces propositions sont loin de nous satisfaire, mais elles pourraient servir de base à une discussion plus objective et plus conciliante.

Dans la « New Europe » du 2 janvier, on peut lire un article remarquable sur les lignes générales d'un arrangement adriatique. L'auteur de cet article rappelle que les territoires concernés sont situés dans les anciennes provinces autrichiennes de Gorizia-Gradisca, Trieste, Carniole, Istrie et Dalmatie. La population de ces régions était répartie comme suit :

	Italiens	Sudslaves
Gorizia-Gradisca	90.009	164.564
Trieste	118.959	56.916
Istrie	147.417	223.318
Dalmatie	18.028	610.669

De ces chiffres, se dégagent les constatations suivantes :

I. — La rive droite de l'Isonzo et une bande de territoire sur la rive gauche jusqu'à Montfalcone sont purement italiennes. La ville de Gorizia possède une majorité italienne (140.0 Italiens et 11.000 Slovènes) ; dans le reste de la province, il n'existe pas même de minorité italienne.

II. — La ville de Trieste, en dehors de ses 62 % d'Italiens natis, héberge encore 30 à 40.000 Italiens émigrés du Royaume d'Italie qui accentuent davantage son caractère italien. Mais, il y a dans la ville une forte minorité slave de 25 à 30 %, très amie du progrès, très instruite et bien organisée. Dès qu'on quitte la ville, les faubourgs et les environs sont purement slovènes.

III. — Dans l'Istrie, les races sont plus mêlées, mais il est quand même possible d'identifier deux zones : la zone occidentale où l'élément italien prévaut (129.903 Italiens contre 53.333 Croates et Slovènes) et la zone orientale qui est presque exclusivement slave (135.200 Slovènes et Croates et 66.6 Italiens). En d'autres termes, les Italiens dominent dans les villes (de la côte, Pola, Capodistria, Rovigno, etc., tandis que les districts ruraux de l'intérieur sont incontestablement slaves.

IV. — En Dalmatie, les Italiens forment une minorité négligeable de moins du 3 % de la population, qui est purement serbo-croate, et cette minorité même est répartie dans une demi-douzaine de villes, le long de la côte ; seule Zara en possède un tiers. Dans toutes les îles dalmates, le nombre total des Italiens ne s'élève même pas à un millier.

V. — Si, à la ville de Fiume, où il y a 21.212 Italiens et 15.687 Slaves on ajoute le faubourg important de Susak, la population est de 25.791 Italiens et 23.602 Slaves et toute la région environnante est presque exclusivement croate.

L'auteur estime que la solution du problème consiste à laisser le moins possible de minorités étrangères dans l'un ou l'autre pays et à trouver un accommodement entre l'ethnographie et la géographie. Il estime que les villes de Gorizia et de Trieste doivent être attribuées à l'Italie tandis que, pour l'Istrie, il faudrait arriver à un compromis. D'autre part, il suppose que les Sudslaves ne pourraient accepter aucun compromis au sujet de la Dalmatie et de Fiume.

Dans le « Corriere della Sera » du 1er janvier, nous trouvons un article remarquable au sujet des confins orientaux de l'Italie nouvelle. L'article n'est pas signé ; sa responsabilité incombe donc à la rédaction. Le « Corriere della Sera » a eu trop souvent une attitude équivoque et si l'article mentionné représente sa véritable pen-

sée, on doit reconnaître que le « Corriere », en mettant de côté la Dalmatie et en reportant la frontière italienne bien au nord, en Istrie, a fait preuve d'une modération appréciable en comparaison des revendications des impérialistes italiens. Une fois la question de la Dalmatie éliminée, le problème des frontières devient beaucoup plus facile. Malheureusement, au lieu de « Corriere della Sera » se montre conciliant dans la question de la Dalmatie, au lieu de ses prétentions en ce qui concerne l'Istrie et Fiume sont exorbitantes. En effet, le « Corriere » défend non seulement le traité de Londres, mais il reproche aux auteurs de ce traité de n'avoir pas étendu la frontière de l'Italie jusqu'à Fiume, en y comprenant la ville de Fiume. La seule raison invoquée par lui en faveur de cette frontière, c'est la configuration géographique d'un côté, c'est-à-dire le désir d'avoir une frontière marquée par des montagnes et non pas par la limite des habitations nationales, et de l'autre, la possibilité d'englober dans le royaume d'Italie la ville de Fiume qui se trouve sur sa côte.

« Toute autre solution, écrit le « Corriere », ne pourrait être qu'illogique et injuste. Surtout, on ne peut accepter aucune proposition tendant à faire prévaloir une rigide interprétation des critères ethnique et linguistique sur le principe de l'unité géographique... Que l'Italie doive avoir une bonne frontière, c'est la nature qui le lui impose, c'est l'histoire qui l'exige, c'est la justice et la paix qui le demandent. Une frontière solide est la seule véritable garantie de l'équilibre, de la justice, de la liberté et de la paix pour les peuples qu'elle sépare. »

Sans entrer dans la discussion approfondie de ces arguments que nos lecteurs apprécieront eux-mêmes, nous tenons pourtant à rappeler que les directeurs et les rédacteurs du « Corriere » figurèrent au premier plan de ceux qui organisèrent le Congrès de Rome d'avril 1918, et que ce Congrès vota des résolutions inspirées par des arguments bien différents de ceux qu'invoque actuellement le « Corriere della Sera ». Du haut du Capitole, à Rome, on proclamait, au mois d'avril 1918, que la véritable sécurité d'un pays résidait dans le respect des droits du voisin et que les frontières, loin de séparer les peuples, devaient plutôt être tracées de manière à les rapprocher. C'est le sens du principe des nationalités conçu au point de vue international et l'on ne peut que regretter que le « Corriere » ait pu si vite oublier les paroles et les promesses faites au mois d'avril de l'année précédente.

Dans le même journal milanais, numéro du 11 janvier, nous trouvons un autre article de fond et de bon filant dans la forme, mais soutenant la même thèse de la nécessité de frontières stratégiques. Cet article intitulé « L'unité indissoluble de la Venise julienne » cherche à prouver qu'il n'y a que deux solutions extrêmes pour la délimitation de la frontière italienne orientale : ou la frontière de l'Isonzo, ou la frontière des Alpes juliennes. La Venise julienne, une appellation purement artificielle, devrait appartenir tout entière à l'Italie ou au Royaume sudslave. Le « Corriere » se prononce énergiquement contre la solution intermédiaire qui serait favorable à la répartition ethnique de la population italo-slave. Il revient à son idée antérieure que des barrières naturelles doivent former les frontières entre Etats, sans égard à l'expansion des habitations nationales. Pour lui, les fleuves et les montagnes paraissent être des fétiches !

A noter également l'interview de Bissolati de l'interview accordée au « Morning Post ». M. Bissolati a expliqué dans cette interview que la cause véritable de ses discussions avec le ministre Sonnino était la question de la Dalmatie et le problème des futures relations italo-sudslaves. M. Bissolati estime que la Dalmatie devrait revenir purement et simplement à la Yougoslavie et que l'Italie devrait le reconnaître spontanément et sans y être obligée par la conférence de la paix. Il estime en outre qu'une alliance avec le peuple sudslave est de valeur beaucoup plus grande pour l'Italie que la possession des villes et des régions dalmates. Mais M.

Bissolati réclame Fiume pour l'Italie et, si nous l'avons bien compris, il voudrait faire échange de la Dalmatie contre Fiume et l'Istrie. Un fait caractéristique, c'est la façon dont le « Corriere della Sera », qui, dans son numéro du 1er janvier, ne parlait pas de la Dalmatie, commente l'interview de Bissolati, en ne se déclarant pas tout à fait d'accord avec l'ancien ministre italien et réclame pour l'Italie la possession des îles dalmates et la neutralisation de la côte yougoslave. La seule chose qui ait plu au « Corriere » c'est la demande de Fiume; sur ce point-là, le grand journal milanais est complètement d'accord avec M. Bissolati.

Ajoutons que le ministre Bissolati, malgré sa popularité, n'a pu terminer son grand discours au théâtre de la Scala à Milan, le 12 janvier dernier, parce que les protestations des nationalistes italiens l'en ont empêché. Que de telles choses puissent arriver à un Bissolati et à Milan, c'est très frappant et de très mauvais augure pour l'arrangement italo-slave.

La seconde guerre balkanique

La seconde guerre balkanique n'a jamais été appréciée comme il convenait par la diplomatie européenne. Des diplomates routiniers n'y virent qu'un épisode secondaire et en attribuent moins la cause aux intrigues de Vienne qu'aux qualités inférieures des peuples balkaniques prêts à se battre à la première occasion. Et pourtant, cette seconde guerre balkanique, fut l'ouverture, le prélude de la guerre mondiale. C'était la petite épreuve, l'essai de force tenté par les puissances germaniques avec l'aide consentie de la Bulgarie. La division de l'Europe en deux camps opposés s'était opérée aussi dans les Balkans. La Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Roumanie gravitaient autour de l'Entente, tandis que la Bulgarie s'associait à l'Autriche et à l'Allemagne.

Cette division était devenue si évidente et définitive qu'il n'y avait que les aveugles pour ne pas l'apercevoir. La Bulgarie avait pris, dans les conversations avec la Russie qui précédèrent l'attaque du 28 juin 1913, un ton si arrogant et marqué un tel dédain pour la médiation que le gouvernement de Petrograd proposait, qu'il faut vraiment admirer la patience et la sérénité de la Russie libératrice en présence d'un peuple ingrat et insolent. Lorsqu'on lit, par exemple, la réponse arrogante du roi Ferdinand de Cobourg au télégramme du tsar Nicolas où celui-ci priait la Bulgarie d'accepter l'arbitrage dans son différend avec la Serbie, on y constate une telle sûreté, et le ton en est si dégagé que seule une alliance formelle avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie expliquent et le justifient. Mais l'Entente resta sourde et aveugle. Bien plus, elle s'abandonna à l'illusion qu'elle pourrait, par une action diplomatique à Sofia, contrecarrer l'influence austro-allemande. Grave erreur, qui montre combien sont superficiels, par trop souvent, les jugements de la diplomatie sur les véritables desseins d'un peuple. Avec une naïveté enfantine, on interpréta l'attaque de la Bulgarie comme le geste intempestif d'un peuple déçu et mécontent, au lieu d'y voir la préméditation, la mise en demeure d'une politique qui fut, depuis l'avènement du roi Ferdinand, la véritable politique de la Bulgarie.

Les conséquences de cette erreur d'appréciation du facteur bulgare ne tardèrent pas à se faire sentir. L'Entente, au lieu de protéger le bloc serbo-gréco-roumain par le maintien et le raffermissement du traité de Bucarest de 1913, fit juste le contraire et n'accepta qu'à contre-cœur une coalition qui, en réalité, servait ses intérêts. La Roumanie et la Grèce, constants ennemis peuvent en quelque sorte justifier leur défaillance à l'égard du traité de Bucarest en arguant de l'indifférence, de l'hostilité avec laquelle les puissances de l'Entente avaient considéré l'œuvre accomplie à Bucarest. Pendant toute l'année 1914-15 l'Entente ne fit que démolir cette œuvre en insistant à Athènes et à Nich sur les modifications du traité de 1913 en faveur de la Bulgarie et en faisant à ce dernier pays des propositions qui étaient cependant dérisoires en comparaison de ce que la Bulgarie voulait réellement et de ce qu'elle s'était fait promettre par l'Allemagne.

Le livre de M. Gauvain est très utile à lire à ce sujet. Il arrive à propos en ces heures historiques où l'on décide aussi du sort de la péninsule des Balkans. Lus à la lumière des faits nouveaux, les articles de M. Gauvain fournissent aux hommes politiques avertis un matériel excellent pour l'étude du rôle de la Bulgarie dans les Balkans. Nous croyons utile de reproduire la préface du livre où M. Gauvain, avec sa maîtrise habituelle, trace les lignes générales de la politique européenne dans cette période transitoire.

On lira aussi avec intérêt les remarques concernant la politique balkanique de l'Italie.

L. M.

La seconde guerre balkanique a engendré la guerre européenne. Mais la volonté de guerre et de domination préexistait en Allemagne. Arrêtée dans l'esprit de Guillaume II après le fiasco d'Agadir, exécutée sans retard en tout ce qui concernait le travail préparatoire par le grand état-major de Berlin, elle s'est accentuée et précisée à mesure que s'accusaient les débordements austro-germaniques dans les Balkans.

Dès l'hiver 1912-1913, les deux empires centraux étaient disposés à jouer la grande partie. Jamais la diplomatie autrichienne ne fut aussi entreprenante, aussi

hardie et cynique que durant les huit premiers mois de 1913. Elle mit en œuvre les moyens les plus violents et les plus bas afin d'empêcher la Serbie de recueillir le fruit de ses victoires. Elle fut constamment soutenue par la diplomatie allemande. Pas une seule fois le Cabinet de Berlin ne modéra celui de Vienne. Si il restait dans la coulisse ou bien au second plan, ce n'était point par indifférence, Guillaume II était toujours prêt à revenir sur le devant de la scène avec son armure étincelante aux côtés de son allié. A la Conférence de Londres, le prince Lichnowsky, son représentant, s'abstenait de toute initiative; mais il avait pour instructions d'appuyer en tout le comte de Mensdorf-Pouilly, ambassadeur de François-Joseph Ier. Il s'acquittait de cette tâche à contre-cœur, car il la jugeait funeste pour les intérêts bien entendus de l'Allemagne et la paix générale. Il osa même l'écrire à Guillaume II. Or, il fut vertement rabroué par M. de Bethmann-Hollweg qui lui interdit de correspondre désormais avec son souverain. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se servaient de divers interprètes et recouraient à des procédés différents: toutes deux avaient une seule et même politique.

A cet égard, rien n'est plus instructif que le développement des événements de janvier 1913 à la première paix de Bucarest. Rien ne fait mieux pressentir comment se devaient comporter dans la crise de 1914 les deux empires germaniques. A chaque incident apparaît leur volonté de guerre, c'est-à-dire l'intention d'imposer par la force les solutions de leur convenance qui ne seraient pas adoptées à l'amiable. A plusieurs reprises les ambassadeurs de la Triple Entente à Londres constatent qu'on est à la veille d'une catastrophe. Ils sauvent alors la paix en faisant des concessions. Ils cèdent sur l'attribution de Durazzo, puis sur celle de Scutari. Ils consentent même à une sorte d'exécution du Monténégro. Ils privent ainsi la Serbie d'un large débouché sur l'Adriatique et le Monténégro d'une capitale de plaine. Ils contribuent à créer une Albanie indépendante qui n'est point viable. On leur a beaucoup reproché sur le moment d'avoir sanctionné des décisions qui compromettaient le nouvel équilibre balkanique. On a eu tort: ils ne pouvaient agir autrement sans provoquer un conflit général, où la Triple Entente se fût trouvée en état d'infériorité très sensible.

En effet, à cette époque, l'Italie marchait avec l'Autriche-Hongrie. Elle défendait contre les Slaves la côte orientale de l'Adriatique et l'Albanie avec un acharnement persistant. Le marquis de San Giuliano se montrait aussi antiserbe que le comte Berchtold. A la vérité, le Cabinet de Rome ne permettait pas à François-Joseph Ier de réoccuper le sandjak de Novi-Bazar, dont l'évacuation, lors de la crise bosniaque en 1908-1909, avait été la condition de l'adhésion de la Consulta à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Il n'admettait pas que l'Autriche-Hongrie modifiât à son profit un statu quo qu'il espérait transformer plus tard, à la faveur de circonstances favorables, dans l'intérêt de l'influence italienne. Mais, liés par leur arrangement antérieur sur l'Albanie, les Cabinets de Vienne et de Rome étaient aussi ardents l'un que l'autre à exclure la Serbie et la Grèce de ce pays auquel ils fixaient arbitrairement des limites correspondant à leurs propres ambitions. Tous deux affrontaient délibérément la Triple Entente. Si une rupture était survenue à Londres entre les deux grands groupements européens, l'Italie aurait combattu aux côtés de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Sous les auspices de M. Giolitti, président du Conseil, la presse officieuse de Rome, de Milan et de Turin tenait contre la France un langage agressif, perfide, provocant.

Les conséquences militaires et politiques de la solidarité italo-germanique en pareilles circonstances eussent été désastreuses pour nous. Toutes les armées italiennes se seraient portées sur notre frontière des Alpes où elles auraient immobilisé, à l'instant le plus critique pour nous, une partie relativement considérable de nos forces. Cette guerre fratricide aurait détruit pour plusieurs générations, peut-être à jamais, l'unité morale du monde latin et toute la politique fondée sur l'alliance des puissances méditerranéennes. Et puis, comment l'unanimité dans la nation, absolument nécessaire pour gagner une pareille guerre, se serait-elle produite en France, au moment de la mobilisation générale, sur la question de Durazzo ou de Scutari? Enfin, quelle idée la France eût-elle donnée d'elle dans le monde, quelles résolutions aurait-elle inspirées aux neutres, si elle avait assumé la responsabilité d'un conflit non seulement avec ses ennemis héréditaires, mais aussi avec sa sœur latine, au sujet de l'Albanie?

Il y avait pis. Dans ce conflit, la Triple Entente n'aurait pas fait bloc. L'Angleterre ne voulait point participer à une guerre provoquée par une querelle balkanique. Sir Edward Grey, soutenu par M. Asquith et la plupart de ses collègues

du Cabinet, préconisait toutes les solutions transactionnelles. Il ne désirait même pas que justice fût rendue aux Serbes et aux Grecs. Il ne connaissait pas plus la question yougoslave que la question bulgare. Il vivait d'antiques traditions du Foreign-Office et de quelques formules de chancellerie. Il se méfiait du parti nationaliste français, qu'il soupçonnait de chercher une occasion de revanche. Par contre, il nourrissait de profondes sympathies pour l'Autriche, dont il ne devinait pas les ambitions. En outre, il tenait à être agréable au Cabinet de Rome. Au lieu d'éclairer celui-ci sur les véritables intérêts de l'Italie dans la partie occidentale de la péninsule balkanique et de l'engager à gagner l'amitié profitable des Serbes en les laissant s'établir dans des régions d'un intérêt vital pour eux, il favorisait les solutions dérivant du système de partage des Balkans en sphères d'influence des grandes puissances. Sans doute, en principe, depuis les victoires de la Ligue balkanique, il soutenait officiellement, avec la Russie et la France, la thèse « Les Balkans aux Balkaniques ». Mais, en fait, il admettait toutes les dérogations au principe réclamées par la Triple Alliance. Il méritait d'être loué pour avoir dirigé les travaux de la Conférence de Londres dans un esprit de conciliation. Pourtant il y a lieu de penser que, s'il avait mieux connu les questions en jeu, il aurait réussi à maintenir la paix tout en contribuant à créer un meilleur ordre de choses en Orient. Il se préoccupa davantage de faire aboutir, vaille que vaille, des solutions de fortune que d'édifier une construction solide. La Conférence de Londres fut le triomphe de la politique d'expédients.

Le triomphe fut court. A peine dura-t-il l'espace d'un matin. Aussitôt enregistrées dans les protocoles, les décisions des ambassadeurs furent violées. Encouragée par l'Autriche, la Bulgarie se jeta à l'assaut sur la Serbie, son allié. Cette attaque brusquée, cette offensive foudroyante, digne préface de celle de 1914, échoua. Battue, la Bulgarie dut expier son crime. Mais la seconde guerre balkanique laissa derrière elle deux dangers pour la paix générale. La défaite suscita, chez les Bulgares, une inextinguible soif de revanche; le tsar Ferdinand fut résolu, dès lors, à lier sa fortune à celle de la Germanie, presque aussi déçue que lui par les résultats des deux guerres de 1912-1913. En outre, la Turquie, qui venait d'être, pour ainsi dire, providentiellement expulsée du continent européen, à l'exception de la région de Constantinople, profita des embarras de la Bulgarie pour réoccuper, sans coup férir, la Thrace avec Andrinople. Elle redevint ainsi, grâce à l'appui occulte de l'Allemagne, une puissance européenne. Elle était prête à payer gros ce mauvais service à Guillaume II. Un an après, elle s'acquitta de cette dette.

Auguste Gauvain.

Les causes de la débâcle autrichienne sur le Piave

L'« Agrarier Tagblatt » donne d'intéressants détails au sujet des causes de la débâcle de l'armée autrichienne sur le Piave: « Lorsque les troupes alliées eurent atteint Rann, Susegana, Ponte di Piave et Montebelluna, le commandement suprême austro-hongrois décida, le 24 octobre, de lancer contre les troupes alliées la 36e division croate, la 21e tchèque, la 44e slovène, une division allemande et le 12e régiment croate des uhlands. Cependant, les 16e et 116e croates, le 30e régiment de landwehr tchèque et le 71e régiment de landwehr slovène déclarèrent ne pas vouloir se battre contre les Français et les Anglais et, au lieu d'avancer, ils se retirèrent. Le 78e régiment croate, ainsi que trois autres régiments tchèques abandonnèrent le front, après avoir fait une déclaration semblable. En même temps, les 96e et 135e régiments croates, d'accord avec les détachements tchèques, ouvrirent une brèche aux Italiens, sur l'aile gauche, à Stino di Livemza, tandis que les formations de marche slaves se révoltaient à Udine. Les troupes austro-hongroises durent par conséquent battre en retraite. Il en fut de même au Tyrol, où les 25e et 26e régiments de Honved croates et le 2e régiment bosniaque déclarèrent ne pas vouloir marcher contre les Français et les Anglais et se dirigèrent sur Toblach. »

Le dossier noir bulgare

L'assassinat du métropolitain Vitcentié et des prêtres serbes

On mande de Belgrade:

La commission instituée en vue de constater les crimes bulgares, composée de professeurs de l'université de Belgrade, envoie de Scopié les détails suivants: Les Bulgares ont fait la chasse aux Serbes comme les Turcs aux Arméniens. Dans le seul département de Vrania, 61 prêtres et 500 fonctionnaires et bourgeois ont été tués. Non seulement les hommes, mais aussi les femmes étaient internés. Les maisons des internés ont été confisquées, leurs meubles transportés à Sofia et vendus aux enchères. Tous les livres des églises et des tribunaux ont été détruits, à l'exception des registres d'état civil, qui

ont été épargnés dans le but de permettre aux Bulgares le recrutement des jeunes gens. Des perquisitions ont été opérées dans les maisons privées. Tous les livres qui y ont été trouvés, ont été brûlés, puis chaque famille a été obligée d'acheter deux livres bulgares, dans lesquels le droit des Bulgares à la Macédoine était exposé. Tous les habitants devaient refaire leurs noms de famille, en modifiant la terminaison en off ou eff; ceux qui ne voulurent pas se soumettre, furent fustigés, ensuite internés. L'argent envoyé à la population par des parents établis à l'étranger a été irrégulièrement transmis. On doute fort que la plus grande partie en ait jamais été remise aux destinataires.

Le métropolitain Vitcentié fut arrêté par les Bulgares à Prizren et, de là, conduit dans la direction de Scopié par un officier bulgare; il fut tué dans les environs de Férizovitch et son cadavre fut ensuite brûlé; il n'a, jusqu'à présent, pas encore été possible de retrouver son tombeau.

Les Bulgares ont aussi interné un grand nombre de habitants de la Macédoine, même ceux de régions qu'ils considéraient comme bulgares. Ainsi, dans les environs de Doïran et de Guevgueli, 1000 personnes, femmes et enfants furent internés; un certain nombre de ces martyrs regagnèrent maintenant exténués leur maison; leur situation est horrible. Les Bulgares n'ont mis aucun frein à la terreur par laquelle ils ont voulu venger leurs désillusions.

Le « Moniteur de Pirot » du 17 décembre publie la liste de 70 prêtres serbes tués, massacrés ou jetés vivants dans le Vardar par les autorités bulgares en 1915. En tête de cette liste macabre figure le nom du métropolitain Vitcentié. Chaque nom est accompagné de la date de l'assassinat et de la façon dont il a été commis et, chose plus terrifiante, la liste se termine par la mention usuelle: « La suite au prochain numéro. »

En Dalmatie occupée

Le journal « Novo Doba », paraissant à Spalato (Dalmatie), se plaint de l'isolement complet où se trouve une partie de la Dalmatie du fait de son occupation par l'armée italienne. Depuis plusieurs semaines aucun courrier n'arrive, par conséquent, dans ces régions, qui sont complètement coupées du reste des territoires yougoslaves.

Wilson aux Yougoslaves

Le président Wilson a répondu au Comité du meeting yougoslave de Berne en déclarant « qu'il est persuadé que la question de l'évacuation immédiate par les troupes italiennes des contrées habitées en majorité par les Yougoslaves, et leur remplacement par les troupes américaines fera l'objet d'un examen approfondi par les autorités compétentes à la Conférence de la Paix ».

(Bureau de presse serbe à Berne)

Nos relations avec les Albanais

Le journal albanais « Kuvinitz », paraissant à Rome, a publié, dans son numéro du 7 janvier 1919, une information due aux journaux italiens, suivant laquelle des agents des Yougoslaves se prépareraient à s'introduire en Albanie munis de fortes bombes.

Ce journal attire l'attention des Albanais sur ces prétendues intrigues yougoslaves et leur recommande la plus grande circonspection pour ne pas tomber dans le piège.

Nous avons à peine besoin de démentir cette nouvelle qui appartient à la catégorie de celles dont on inonde la presse alliée ces derniers jours et dont la source n'est pas difficile à découvrir.

Les Yougoslaves ne demandent pas mieux que de vivre dans les meilleurs termes avec un voisin avec lequel ils combattirent contre l'ennemi commun. Quant aux Serbes, ayant toujours défendu le principe « les Balkans aux peuples balkaniques », ils entendent faire respecter ce principe à l'avenir comme par le passé. Unis à leurs frères croates et slovènes, ils n'auront que plus de force pour y parvenir. Et ils ne veulent pas autre chose. Aussi les Albanais peuvent-ils se rassurer complètement.

Notre rédacteur en chef, M. le Dr L. Marcovitch, ayant été nommé conseiller technique à la délégation serbe de la paix, a dû se rendre à Paris. M. Michel D. Marincovitch, notre second rédacteur se rend également à Paris où il représentera notre journal pendant la durée de la Conférence.

En leur absence, le journal sera dirigé par M. le Dr Lyoubia Papopitch.